

statuts

Société : 100% CHAMPAGNE

Société à responsabilité limitée au capital de 1000 euros

Siège social : 86 RUE DE LA PROCESSION 78600 MAISONS LAFFI

Les soussignés :

M. MAINE NICOLAS LIONEL MARCEL domicilié 30 avenue Galil
94100 SAINT MAUR

Né le 19/11/1970 à EPERNAY Nationalité Française Pacsé
et

M. BLOUIN PHILIPPE ROBERT CHARLES domicilié 21 Rue de Romilly
78600 le MESNIL LE ROI, Né le 12/09/1965 à SAINT GERMAIN
Nationalité française Marié sous le régime de la commune
a Mme BLOUIN NADIA domicilié 21 Rue de Romilly 78600 Le
ROI, Née le 19/01/1965 à TIZI OUZOU (ALGERIE)

Ont établi ce qui suit :

Article 1. Forme

La société est à responsabilité limitée. Elle est régie par les lois en vigueur, notamment les articles L 223-1 et suivants et R. 210-1 et suivants du Code de commerce.

Article 2. Objet

La société a pour objet la vente de champagne et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

Article 3. Dénomination sociale

La dénomination sociale de la société est 100% CHAMPAGNE

et son sigle est **100%**

Article 4. Siège social

Le siège social est situé au 86 Rue de la Procession
78600 MAISONS LAFFITTE

Article 5. Exercice social

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le
1 janvier et finit le **31 décembre**

Par exception, le premier exercice sera clos le **31 décembre 2011**

Article 6. Durée

La durée de la société est fixée à **99 ans** à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf prolongation ou dissolution anticipée.

Article 7. Apports

Les associés apportent à la société la somme de **1000euros**, soit :

M. MAINE NICOLAS, né(e) le 19/11/1970, une somme de 500 euros

M. BLOUIN PHILIPPE, né(e) le 12/09/1965, une somme de 500 euros

Option : libération différée

Les parts sociales représentant ces apports en numéraire sont libérées à hauteur de **100%** de leur valeur.

La totalité de ces apports en espèces (ou la partie libérée de ces apports en espèces), soit la somme de **1000 euros**, a été déposée au crédit du compte n° **EN COURS voir attestation** ouvert au nom de la société en formation auprès de : **Crédit Agricole de Maisons Laffitte**.

Elle sera retirée par la gérance sur présentation du certificat du greffe du tribunal de commerce attestant l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.

Option : apport en nature

M., né(e) le, apporte à la société, sous les garanties de fait et de droit

Récapitulatif des apports concourant à la formation du capital

- Apports en espèces de **M.MAINE NICOLAS : 500 euros**

- Apports en espèces de **M. BLOUIN PHILIPPE : 500 euros**

La totalité des apports constitue le capital social qui est de **1000 euros**.

Option : apport en industrie

M. apporte à la société son industrie. Il effectuera les prestations de

.....

.....

Cet apport ne contribue pas à la formation du capital social. Cependant, parts sociales sont attribuées à M. ainsi que tous les droits et obligations inhérents à la qualité d'associé.

Article 8. Capital social

Le capital social est fixé à la somme de **1000 euros**. Il est divisé en 100 parts égales de 10 d'un montant de 10 chacune, entièrement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux à proportion de leurs apports respectifs, soit :

- à M.NICOLAS MAINE , 50 parts
- à M. BLOUIN PHILIPPE, 50 parts

Le total est égal au nombre de parts composant le capital social soit **100 parts**.

Les soussignés déclarent expressément que ces parts sociales ont été réparties entre eux dans la proportion sus-indiquée.

Article 9. Droits et obligations des associés

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social, ainsi que le droit de vote.

Toute détention de parts sociales emporte l'adhésion aux statuts et aux décisions collectives.

Article 10. Cession des parts sociales

La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société qu'après avoir été signifiée à cette dernière ou acceptée par elle dans un acte authentique conformément à l'article 1690 du Code civil.

La signification peut, néanmoins, être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Les parts sont librement cessibles entre les associés et les conjoints, ascendants et descendants des associés.

Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, dans les conditions fixées par la loi.

Article 11. Transmission des parts sociales

En cas de décès de l'un des associés ou de dissolution de la communauté entre époux, la société continuera avec les ayants droit ou les héritiers de l'associé décédé, son conjoint survivant, ou l'époux attributaire de parts communes qui ne possédait pas la qualité d'associé.

Article 12. Réunion de toutes les parts en une seule main

La réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société qui continue d'exister avec un associé unique. Celui-ci exerce alors tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée des associés.

Article 13. Gérance

La société est gérée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, nommés par les associés avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Les gérants sont nommés par décision des associés, représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, la décision est prise, sur seconde consultation, à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre de votants.

Si cette majorité n'est pas obtenue, la décision est prise, sur seconde consultation, à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre de votants.

Les gérants sont nommés par décision de l'associé unique en cas d'EURL.

Les gérants sont révoqués dans les mêmes conditions de majorité. Si cette révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages et intérêts.

Le mandat de gérance peut être exercé à titre gratuit ou rémunéré, dans ce dernier cas, le montant de la rémunération et les modalités de paiement sont déterminés par décision collective ordinaire des associés.

La gérante est : Me Monique BLOUIN née le 08/02/1933 à Maisons Laffitte de nationalité Française demeurant 86 rue de la procession 78600 Maisons Laffitte.

Voir en annexe (nomination du premier gérant)

Article 14. Pouvoirs et responsabilité de la gérance

Dans les rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

Le ou les gérants peuvent, sous leur responsabilité, consentir des délégations de pouvoirs pour un ou plusieurs objets déterminés.

Le ou les gérants sont responsables individuellement ou solidairement envers la société ou envers les tiers, des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, des violations aux présents statuts, des fautes commises dans leur gestion.

Article 15. Conventions entre la société et ses associés ou gérants

Sous réserve des interdictions légales, les conventions conclues entre la société et l'un de ses gérants ou associés, doivent être soumises au contrôle de l'assemblée des associés, conformément aux dispositions prescrites par la loi, à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Article 16. Comptes courants

Chaque associé peut verser ou laisser en compte courant, dans la caisse de la société, des sommes nécessaires à celle-ci. Les conditions de fonctionnement des comptes courants sont fixées par acte séparé entre les intéressés et la gérance. Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

L'ouverture d'un compte courant constitue une convention soumise aux dispositions de l'article 14 des présents statuts.

Article 17. Décisions collectives

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée dans les six mois de la clôture de l'exercice. Toutes les autres décisions collectives sont prises soit en assemblée, soit par voie de consultation écrite des associés ou pourront résulter du consentement unanime des associés exprimé dans un acte.

Les procès-verbaux sont répertoriés dans un registre.

En cas d'EURL, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par la loi. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions unilatérales, prises aux lieu et place de l'assemblée, sont répertoriées dans un registre.

Article 18. Participation des associés aux décisions

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter aux assemblées par un autre associé ou par son conjoint, sauf si les associés sont au nombre de deux ou si la société ne comprend que les deux époux. Dans ces deux derniers cas, chaque associé peut se faire représenter par toute personne de son choix. Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Article 19. Approbation des comptes

Chaque année, doit être réunie dans les six mois de la clôture de l'exercice une Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les décisions sont adoptées dans les conditions prévues pour les décisions collectives ordinaires.

Article 20. Décisions collectives ordinaires

Dans les assemblées, ou lors de consultations écrites autres que celles ayant pour objet de modifier les statuts et sauf disposition expresse contraire des présents statuts, les décisions sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre de votants.

Article 21. Décisions collectives extraordinaires

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions du ou des associés modifiant les statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les décisions collectives extraordinaires ne peuvent valablement être prises que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci. À défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les modifications sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société.

Article 22. Consultations écrites - Décisions par acte

Les décisions collectives autres que celles ayant pour objet de statuer sur les comptes sociaux peuvent être prises par consultation écrite des associés à l'initiative des gérants ou de l'un d'eux. Les décisions résultent d'un vote formulé par écrit.

Le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que, le cas échéant, celui du commissaire aux comptes, sont adressés aux associés par lettre recommandée avec AR. Les associés disposent d'un délai minimal de quinze jours et d'un délai maximal de vingt jours pour émettre leur vote par écrit.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par oui ou par non. Tout associé, qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus, sera considéré comme s'étant abstenu. Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger de la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Les décisions sont adoptées à l'issue de la consultation aux conditions de majorité prévues par les articles 18 et 19 des présents statuts selon l'objet de la consultation.

Ces décisions peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Par dérogation aux dispositions du présent article et conformément aux dispositions légales, les décisions collectives seront prises en assemblée si un ou plusieurs associés, représentant au moins soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales, soit seulement la moitié des parts sociales, le demandent.

Article 23. Affectation des résultats

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, une fois prélevé 5 % pour constituer le fonds de réserve légale, l'assemblée générale détermine, sur proposition de la gérance, toutes les sommes qu'elle juge convenable de prélever sur ce bénéfice pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant ou inscrites à un ou plusieurs fonds de réserves facultatives ordinaires ou extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation ou l'emploi.

Le surplus, s'il en existe, peut être attribué aux associés sous forme de dividendes.

L'assemblée générale peut décider en outre la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves; dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les sommes, dont la mise en distribution est décidée, sont réparties entre les associés gérants ou non gérants proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

Article 24. Dissolution

À l'expiration de la société, sauf prorogation de celle-ci ou en cas de dissolution anticipée, une décision des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Article 25. Contestations

Toutes contestations pouvant s'élever au cours de la vie de la société ou de sa liquidation entre les associés et la société, ou entre associés eux-mêmes concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'application des statuts seront de la compétence exclusive des tribunaux dans le ressort desquels est établi le siège social de la société.

Article 26. Actes accomplis pour le compte de la société en formation

Il est annexé aux présents statuts un état des actes passés pour le compte de la société en formation et l'engagement qui en résulte pour la société. Leur signature emporte reprise des engagements. Les associés ont pris connaissance de cet état avant la signature des statuts.

Article 27. Frais

Les frais, droits et honoraires des présents statuts et de ses suites seront pris en charge par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

Article 28. Formalités de publicité

Tous pouvoirs sont donnés au gérant ou à son mandataire à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité prescrites par la loi.

Fait à MAISONS LAFFITTE

Le 19 OCTOBRE 2010

En quatre exemplaires originaux

Signatures :

Nombre d'Annexes 4

Annexe : État des actes accomplis pour le compte de la société en formation

- Annexe N°1 Nomination du premier gérant
- Annexe N°2 Attestation du conjoint
- Annexe N°3 Déclaration de non condamnation du gérant
- Annexe N°4 Pouvoir du gérant

MISE A JOUR DES STATUTS

De la SARL 100% CHAMPAGNE , dont le siège social est situé au
86, rue de la Procession à MAISONS LAFFITTE – 78600 -
Enregistrés au SIE de ST GERMAIN EN LAYE le 21/10/2010

Les soussignés :

Monsieur Nicolas MAINE, né le 19/11/1970 à Epernay et
Monsieur Philippe BLOUIN , né le 12/9/1965 à Maisons Laffitte
avaient établi les différents articles :

Le capital social a été fixé à la somme de 1000 euros, et divisé en 100 parts égales, attribuées à chacun d'eux suivant leurs apports respectifs, soit 50 parts à Monsieur Nicolas MAINE et 50 parts à Monsieur Philippe BLOUIN.

Ce jour, Monsieur Nicolas MAINE a cédé ses parts aux personnes suivantes :

- Mademoiselle Camille BLOUIN, née le 2 avril 1994 à St Germain en Laye, de nationalité française , célibataire et demeurant 21, rue de Romilly LE MESNIL LE ROI 78600 - 15 PARTS -
- Mademoiselle Marine BLOUIN, née le 31 juillet 1995 à St Germain en Laye, de nationalité française, célibataire et demeurant 21, rue de Romilly LE MESNIL LE ROI 78600 - 15 PARTS -
- Monsieur Clément BLOUIN, né le 2 septembre 1998 à St Germain en Laye de nationalité française, célibataire et demeurant 21, rue de Romilly Le MESNIL LE ROI 78600 - 15 PARTS -
- Madame Nadia BLOUIN, née le 19 janvier 1965 à Tizi Ouzou, de nationalité française, mariée à Monsieur Philippe BLOUIN et demeurant 21, rue de Romilly LE MESNIL LE ROI 78600 - 5 PARTS -

A l'article 23, il y a lieu de rajouter :

Cette dotation de 5 % à la réserve légale cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint 10 % du capital de la SARL.

Les autres articles sans changement.

Fait à Maisons Laffitte

Le 29 avril 2019

En quatre exemplaires originaux

Monique BLOUIN
La gérante



2 ème MISE A JOUR DES STATUTS

De la SARL **100% CHAMPAGNE**, dont le siège social est situé au
86, rue de la Procession à MAISONS LAFFITTE – 78600 –

Enregistrés au SIE de ST GERMAIN EN LAYE le 21/10/2010

Les soussignés :

Monsieur Nicolas MAINE, né le 19/11/1970 à Epernay et
Monsieur Philippe BLOUIN , né le 12/9/1965 à SAINT Germain en Laye
avaient établi les différents articles :

A l'article 13, il y a lieu de changer :

La gérante Madame Monique BLOUIN à remis sa démission le 1^{er} septembre 2024
et est remplacée par Madame Nadia BLOUIN , née le 19 janvier 1965 à Tizi Ouzou,
de nationalité française, demeurant 21, rue de Romilly à LE MESNIL LE ROI .78600

Les autres articles sans changement.

Fait à Maisons Laffitte
Le 1^{er} septembre 2024

Monique BLOUIN



Nadia BLOUIN

